



Marc Vannesson, délégué général de Vers le haut (1)

## On voit émerger des convergences entre les candidats

à accorder aux primaires. Toutes les études démontrent, sans surprise, que les difficultés commencent très tôt et ne font ensuite que s'amplifier. Or, la France est en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE dans le financement de son école primaire. Il y a donc là un changement concret à opérer sur un plan financier. Les différences se font aussi sur le nombre d'élèves par classe. Pendant que la droite insiste sur le retour de l'autorité, l'importance des apprentissages fondamentaux, la gauche estime que les élèves en difficulté doivent être pris en charge dans des classes à effectif réduit. Or, là aussi, toutes les études démontrent qu'un ajustement symbolique d'un à deux élèves en moins par classe ne suffit pas. Il faut des classes à dix élèves dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville pour ceux qui ont du mal à suivre pour obtenir des résultats significatifs.

© Philippe BESNARD

### L'éducation ne semble pas être au cœur des préoccupations des candidats. Comment l'expliquez-vous ?

Le sujet n'est pas complètement absent mais son traitement n'est pas à la hauteur des enjeux. Tout le monde reconnaît que l'éducation peut être une réponse efficace à la crise. Pour autant, on en parle peu. C'est pour cette raison que nous appelons à la mise en place d'États généraux de l'éducation dans la foulée de l'élection présidentielle pour qu'un plan d'action émerge au plus vite, un peu comme ce qui s'était fait avec le Grenelle de l'environnement après l'élection de Nicolas Sarkozy. Les résultats Pisa de la France ne sont pas bons. Nous devons faire vite comme l'a fait l'Allemagne pour obtenir des résultats qui peuvent être assez rapides.

### Comment justement l'Allemagne a-t-elle réagi ?

En 2001, la publication des résultats Pisa a montré que l'Allemagne avait de mauvais classements par rapport aux autres pays de l'OCDE (21<sup>e</sup> pays sur 31 en lecture/20<sup>e</sup> en maths), alors même que l'opinion publique était convaincue de la qualité du système éducatif allemand. Cela a conduit à une remise en cause assez forte et des réformes assez consensuelles : dirigeants et société civile ont pris conscience de la nécessité de réagir. Les Länder (qui ont la responsabilité du système éducatif) se sont concertés au niveau national pour mieux harmoniser

leurs politiques scolaires. Un organisme d'évaluation au niveau national a été mis en place, avec des outils d'évaluation pour un suivi régulier, sur la base de critères nationaux, des progrès des établissements. Des passerelles ont été créées (ou renforcées) entre les différents types de collèges (l'orientation se faisant à la fin du primaire). Le temps scolaire a été allongé, notamment au primaire (où les cours finissaient très tôt l'après-midi, avec surtout des activités sportives et culturelles). La formation des enseignants a été renforcée. Des soutiens personnalisés pour les élèves les plus en difficulté ont été développés. Ces différentes réformes ont permis une amélioration des résultats assez notable lors des vagues Pisa qui ont suivi. À l'inverse de la France, le système est tellement décentralisé qu'il n'y avait plus assez d'évaluation et de pilotage national. Le choc Pisa a conduit à un meilleur suivi au niveau fédéral, avec des standards nationaux, tout en laissant une grande autonomie aux établissements, notamment dans le recrutement des enseignants.

### Sommes-nous mûrs pour un tel consensus ?

Le sujet de l'éducation est souvent clivant. Pour autant, on voit émerger des convergences entre les candidats et si la société civile s'implique dans le débat, les bonnes idées pourront se retrouver au cœur d'un projet unique. Ainsi, la plupart des candidats insistent sur la priorité

### Et sur la question du rapport au niveau central ?

Une plus grande autonomie des écoles est considérée par la droite et l'extrême droite comme le meilleur moyen de lutter contre les inégalités scolaires. Les établissements Éclair sous Sarkozy ont instillé cette notion de postes d'enseignant à profil, mieux rémunérés, définis pour remplir une mission plus difficile dans un contexte qui l'est tout autant. Cela a beaucoup plu aux élus, moins aux syndicats d'enseignants. Pour renforcer l'attractivité de certains établissements difficiles, il faut passer par la création d'options d'excellence, comme des classes de sport assez poussées par exemple. Ça peut créer une dynamique collective au sein de l'établissement et à l'extérieur. L'extension de la durée de la scolarité semble aussi faire consensus. Enfin, une récente étude critique sur la réelle efficacité des Rased (2) atteste que nous n'avons pas, en France, la culture de l'évaluation. Il faut là aussi évoluer pour ajuster le tir si les retours de terrain sont négatifs.

(1) Think tank dédié aux jeunes, aux familles et à l'éducation. <http://www.verslehaut.org/>

(2) Quels effets du passage en Rased sur le parcours scolaire des élèves ? Bonnard C. ; Giret J.-F. ; Sauvageot C. Iredu. <http://iredu.u-bourgogne.fr/>

■ Stéphane Menu